Revolution N° 256, Janvier 1985

Révolution *a souvent parlé des procès en Turquie — ils continuent. Mais la Turquie, c'est aussi un pays au bord de l'effondrement à tous points de vue : économique, social et politique.*

IRQUIE
LE CHAOS

Mahmut Deger



Perrin/Gamma

rqut Ozal

A Turquie n'est pas la Suède. La démocratie telle qu'elle existe dans ce pays est bien suffisante. D'ailleurs, nous pouvons même la considérer comme un modèle ur les pays du tiers monde. »

'est un des conseillers de M. Rea-, M. Elliot Adrams, qui exprime si la conception de *« démocratie de onde zone »* de l'administration éricaine pour les pays du tiers nde. Toutefois, dans le pays *odèle »*, en Turquie, tout craque, lans tous les sens.

l y a d'abord à cela des raisons économiques. La Turquie est devenue un s où tout le monde vend tout ce il a de bien moral ou matériel pour avoir encore survivre quelque ips. A commencer par l'Etat, qui d ses ponts ou ses barrages, afin de uver de nouvelles ressources financ-es. Pourtant, le déficit budgétaire a de l'ordre de 2,5 milliards de dol- en 1985. Le particulier, quant à ouvrier, paysan ou fonctionnaire, aye de « combiner » un travail ur la nuit ou le week-end. Les fem- s vendent leurs bijoux. L'on voit me — dans un pays aux traditions rigides — des mères de famille ou fillettes de douze-treize ans vendre r corps, ce avec le consentement de r mari ou de leur père. Pour la pre-ère fois, les salaires réels se dégra- nt en flèche depuis 1980, et la solu- n pour chacun devient le ystème D » Ou... tenir tête au ime actuel.

La réunion publique, en juin 1984, la confédération syndicale *fficielle »* Türk-Is constitue un bel mple à ce propos. Les dirigeants de syndicat ont très vite compris reur qu'ils ont commise en organisant une réunion publique à laquelle plusieurs milliers d'ouvriers participèrent. Ainsi, de leur propre initiative, ils donnaient la possibilité à la classe ouvrière de s'exprimer. Et elle n'a pas laissé passer l'occasion. Des milliers d'ouvriers interrompirent alors sans cesse le discours officiel de l'orateur en scandant : *« Seul espoir : la classe ouvrière ; pain, travail, liberté. »*

Un autre événement significatif de l'année écoulée a été l'opposition populaire des villageois du golfe Gökova, sur la côte égéenne, à l'installation d'une centrale nucléaire dans cet endroit, véritable trésor de la nature. Les femmes ont coupé les routes pour sauvegarder leur site et imposer un recul au pouvoir. Une petite anecdote retiendra tout particulièrement l'attention du lecteur français. Ces paysannes ont fait référence à la déclaration du commandant Cousteau concernant Gökova pour expliquer le pourquoi de leur action. Mais cette anecdote a aussi une autre dimension. Elle constitue une réponse à ceux qui pensent que, pour la Turquie, une démocratie de *« seconde zone »* suffirait : on se demandera combien d'Américains connaissent le commandant Cousteau...

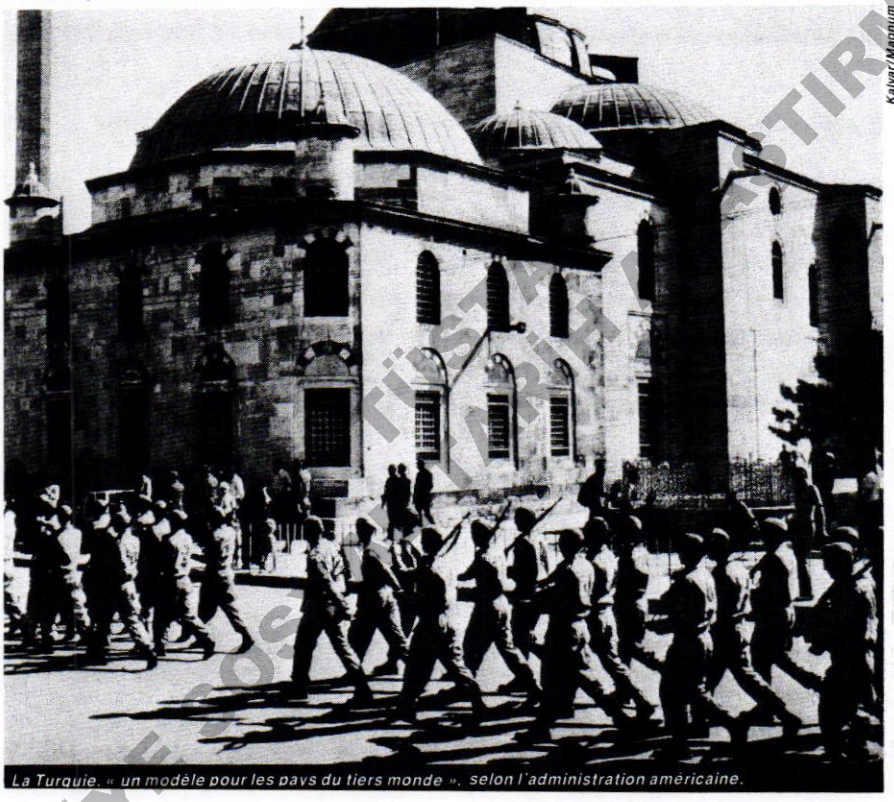
Quant à l'actualité des dernières semaines, le scandale des pots-de-vin qui vient d'éclater a créé une nouvelle onde de choc. Le gouvernement d'apparence civile de M. Özal, qui a été constitué voici seulement un an avec l'agrément des généraux, est une nouvelle fois fortement secoué. M. Özdaglar, ministre d'Etat, s'est vu contraint de démissionner pour avoir touché près de 60.000 dollars d'une société de transport maritime. Il est le troisième ministre de ce gouvernement fantoche à démissionner en si peu de temps. Et le chaos est presque total. Chaque jour, cette affaire prend une nouvelle dimension. Ce qui est certain, c'est que M. Özdaglar n'est pas le seul impliqué. Le général Evren, chef de l'Etat, souvent très prompt à réagir devant les événements pour soutenir ses hommes, n'a fait aucune déclaration depuis ses *« meilleurs vœux »* pour la nouvelle année...

L'opposition de droite traditionnelle, plutôt liée à la bourgeoisie nationale, a commencé à critiquer sévèrement le régime actuel. *« Aucun prétexte ne peut justifier le malheur que vit notre peuple dépossédé de tout droit, de toute justice et liberté »*, disent les amis de M. Demirel, ancien Premier ministre. Le parti qu'ils ont constitué, le DYP (Parti de la juste voie), se présente comme une alternative politique, alors que le SODEP, parti social-démocrate, se contente de critiquer la politique économique de M. Özal.

Dans l'état actuel des choses, les calculs de M. Demirel paraissent assez simples et clairs. Tout observateur est d'accord pour dire que le gouvernement de M. Özal ne restera pas debout jusqu'à la fin de cette année. La succession au pouvoir se trouvera alors posée. M. Demirel est persuadé que les Etats-Unis soutiendront son parti, le DYP, bon gré mal gré, pour éviter un bouleversement de la vie politique.

A gauche, l'événement des dernières années a été sans doute l'accord d'union signé le 10 décembre 1984 entre six partis, dont le Parti communiste. Les six signataires envisagent, autour d'une plate-forme d'actions communes, de tout mettre en œuvre pour renverser le régime fasciste Evren-Özal.

En Turquie, l'année 1985 devrait donc être celle, sinon du changement, en tout cas du mouvement. R



Kalvar/Magnum

La Turquie, « un modèle pour les pays du tiers monde », selon l'administration américaine.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ